

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 09/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERRES DU SUD S.C.A.**

Place de l' Hotel de Ville  
B.P. 29  
47320 Clairac

Références : IC/SM/UbD24-47/2025/240  
Code AIOT : 0005202273

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement TERRES DU SUD S.C.A. implanté Gamot 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL, le site Gamot de Sainte-Livrade-sur-Lot fait l'objet d'une mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRES DU SUD S.C.A.
- Gamot 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot
- Code AIOT : 0005202273

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement comporte un centre de stockage et de séchage de matières premières pour l'alimentation animale (silos) et d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail.

Le centre de stockage se compose notamment de 15 cellules verticales, 2 tours de manutention dont une de 40 mètres de haut, 2 séchoirs et peut stocker 57 200 tonnes de céréales.

L'usine de fabrication d'aliments produit en moyenne 700 tonnes par jour de produits finis et fonctionne en continu pendant 5 jours et demi (du lundi à partir de 4h00 du matin jusqu'au samedi matin 5h00 au plus-tard).

L'exploitant ne peut stocker qu'une demi-journée de produits finis.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aspiration - Fosse 4	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Déclaration des incidents-accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Sans objet
4	Analyse des événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, d'importants travaux ont été réalisés sur les fosses et une ré-organisation interne des flux a été mise en place sur la fosse 4.

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds fait l'objet de permis de feu, correctement renseigné.

L'exploitant tient un tableau des faits marquants et réalise une analyse annuelle.

Le site est entièrement clôturé et fermé par un portail afin de limiter les accès.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aspiration - Fosse 4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.3.8
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'aspiration fosse
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter une accumulation de poussières. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.  <b>L'air dite de chargement Bio ainsi que la fosse 4 Gamot 1 sont équipées</b> , avant la mise en service des nouvelles installations, respectivement d'un réseau d'aspiration à la chute du grain et <b>d'une aspiration de fosse</b> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que compte tenu du coût élevé pour la mise en place de dispositifs d'aspiration, des réflexions d'organisation interne des flux ont été menées notamment afin d'éviter les contaminations croisées entre les céréales BIO et Conventionnelles. L'exploitant a décidé de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser des travaux de démontage et de reconstruction d'une seule fosse équipée d'une aspiration de poussières, pour les fosses N°1, N°2 Et N°3 ;</li> <li>- réorganiser les flux de façon à supprimer les apports à l'origine de la génération des poussières, pour ne plus avoir besoin d'installer une aspiration sur la fosse N°4.</li> </ul> L'exploitant précise que les devis pour ces travaux ont été validés au budget de 2023, puis il y a eu le lancement du marché d'appel d'offres sur la fin 2023. La fabrication de la nouvelle fosse a débuté en 2024, puis elle a été intégrée au bâti. L'aspiration a été posée en décembre 2024, et la fosse est opérationnelle depuis le mois d'avril 2025.  L'inspection a constaté que l'aire de chargement Bio correspondant aux anciennes fosses 1, 2 et 3 est équipée de dispositifs d'aspiration, mais pas la fosse 4. L'exploitant s'est en effet organisé de manière à réduire au maximum les émissions de poussières sur la fosse 4, en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- supprimant entièrement les apports de maïs au niveau de la fosse N°4,</li> <li>- proscrivant le fonctionnement de cette fosse lors de la période estivale (de Juin à Août),</li> <li>- réduisant les quantités de grains traitées sur cette fosse en passant de 10 000 tonnes initialement à 2000 tonnes (suppression de 6000 tonnes de céréales à paille en période estivale et 2000 tonnes de maïs en automne).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit établir une procédure et/ou un dispositif à disposition, connu des opérateurs, pour s'assurer de l'absence de nécessité d'une aspiration sur la fosse 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 2 : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...].  La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente l'ensemble des permis de feu qui ont été réalisés : le dernier date du 25 au 28/08/2025.  L'inspection constate que la procédure associée est connue et a été respectée : des vérifications sont réalisées 1h à 2h après les travaux.  Les permis de feu ont été complétés et signés par les opérateurs ayant exécuté les travaux, puis signés par le responsable adjoint du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Déclaration des incidents-accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre précurseur explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient un tableau des faits marquants sur lequel il répertorie les incidents ainsi que les pré-incidents pouvant conduire à un incident ou accident.  L'inspection a consulté ce tableau lors de la visite et a noté que chaque événement est répertorié depuis plusieurs années (par exemple « départ de feu »).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Analyse des événements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...].  L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'une fiche, servant de partage d'expérience, est remplie pour chaque événement. Ensuite, une analyse de l'événement est réalisée par le service prévention pour définir les causes principales. Cette analyse sert de retour expérience pour les autres sites.  Ce travail alimente le document unique (un par site) qui est mis à jour chaque année, et est animé par les relais prévention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).  Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.
<b>Constats :</b>  L'inspection a fait le tour du site et a constaté que le site est entièrement clôturé et fermé par un portail. Ce portail est fermé entre 12h et 14h et le soir à 18h lors de la débauche.  Des caméras de surveillance sont présentes sur le site pour empêcher que des personnes non autorisées ne rentrent sur le site.

L'exploitant précise qu'il n'y a jamais eu d'intrusion sur le site.

Les accès pour les services d'incendie et de secours sont les mêmes que pour les camions agricoles, il n'y a pas d'accès spécifiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite